

## Résumé de la thèse

Cette thèse porte sur la désobéissance civile, entendue en tant qu'action collective, publique, politique, extra-légale et non-violente. Afin de dépasser la tendance à l'hyperspécialisation et au cloisonnement disciplinaire, qui génère des traitements morcelés des objets étudiés, notre thèse fait travailler conjointement l'histoire des idées politiques, la sociologie et la philosophie. La compatibilité épistémologique de ces trois registres de connaissance est établie dès l'introduction (pp. 20-34). La fécondité de ce dialogue pluridisciplinaire est attestée par sa capacité à éclairer sous un nouveau jour les problèmes relatifs à la désobéissance civile.

La question initiale est la suivante : la désobéissance civile est-elle légitime en démocratie ? En tant qu'action qui se situe délibérément en dehors du cadre légal, n'est-elle pas une violation du principe de majorité ? Ne préfigure-t-elle pas dangereusement la dissolution du lien social ? La première des trois parties de la thèse examine trois différentes postures – conservatrice, libérale et désobéissante – adoptées à l'égard de cette interrogation.

Face aux objections legalistes adressées à la désobéissance civile par ses détracteurs conservateurs, des théoriciens politiques comme John Rawls et Jürgen Habermas rappellent que le souci de préserver l'ordre public doit être pondéré par une exigence de justice à laquelle cet ordre ne saurait se soustraire (chapitres 1 et 2). Aussi la désobéissance est-elle tolérable lorsqu'elle rend plus justes les institutions démocratiques et qu'elle fait converger la réalité des régimes politiques libéraux avec leur idéal normatif. La démocratie doit donc aménager une place à la désobéissance civile. Les recherches en théorie politique portant sur le rôle de la désobéissance civile s'arrêtent généralement à ce constat. Elles passent sous silence la réponse que les précurseurs et principaux acteurs de la désobéissance civile ont apportée à ce problème.

Nous avons brisé ce silence en plongeant dans les œuvres de Thoreau, Gandhi et Martin Luther King (chapitre 3). La place qu'ils accordent à la désobéissance civile dans leur conception de la démocratie est autrement plus grande que celle que les auteurs libéraux lui concèdent. Il s'avère même que Rawls et Habermas assortissent la désobéissance civile de restrictions si sévères qu'ils finissent par la priver de toute portée pratique. De leur point de vue, la désobéissance civile est possible *théoriquement* mais elle est indésirable *politiquement*.

La *pensée désobéissante* de Gandhi et de ses successeurs fournit donc une légitimation politique de la désobéissance civile plus radicale que celle des penseurs libéraux. Aux yeux de Gandhi, la désobéissance civile est constitutive de la dynamique démocratique. A tel point que la question de sa légitimité s'avère en définitive être privée de sens. Le problème n'est plus de savoir si la désobéissance civile mérite sa place dans notre régime politique démocratique, mais de nous défaire de l'illusion selon laquelle notre régime serait *démocratique*. La charge de la preuve est donc inversée : la désobéissance civile quitte le banc des accusés pour laisser s'y installer les Etats de droit. Ces Etats peuvent-ils véritablement être qualifiés de « démocratiques » ? Ne s'agit-il pas plutôt d'oligarchies, libérales certes, mais oligarchiques quand même, dans la mesure où seule une fraction des citoyens (les professionnels de la politique) y exerce le pouvoir ? En outre, peut-on réellement affirmer que les citoyens sont politiquement égaux alors que dans les autres domaines de leur existence prédomine l'inégalité entre hommes et femmes, Blancs et Non-blancs, riches et pauvres ?

Ce double argument de la démocratie directe et de la démocratie sociale révèle combien la pensée désobéissante développe des thèses à consonance libertaire. Nous avons ainsi identifié l'existence d'une *topique libertaire* de la pensée désobéissante (chapitre 4). D'après cette topique, nous ne vivons pas dans des « Etats démocratiques » mais dans des *états de violence*. Qu'elles soient sociales et étatiques, ces violences n'ont aucune légitimité démocratique et c'est donc à elles qu'il revient de se justifier. La topique libertaire déclare ainsi que la question de la légitimité de la désobéissance civile en démocratie n'est pas pertinente.

Le vrai problème qui s'ouvre alors peut être formulé ainsi : comment sortir des états de violence qui structurent la société contemporaine sans pour autant faire usage de violence dans la lutte menée contre cette société ? Est-il possible de parvenir à la non-violence (*i.e.* une société non-

violente) par le moyen de la non-violence (*i.e.* des actions non-violentes) *elle-même non encore advenue*? Est-il possible d'agir sans violence *dans-et-contre* la violence? Comment une organisation militante condamnée à buter sur sa propre impossibilité gère-t-elle cette tension? Le registre le plus adapté pour traiter ce problème est celui de la sociologie.

La seconde partie de la thèse – qui, par souci de réflexivité, s'ouvre sur une auto-socio-analyse (pp. 141-151) – explore ce paradoxe d'un « militantisme impossible » en menant une enquête de terrain au sein d'une des principales organisations françaises de désobéissance civile, le collectif des « Désobéisseurs ». Au cours des deux dernières décennies, le concept de *grammaire* s'est répandu au sein de la sociologie française. Ce concept se révèle particulièrement pertinent pour dépasser de sempiternelles oppositions (idéalisme/matérialisme, individualisme/holisme). Il souffre néanmoins de plusieurs lacunes et imprécisions, auxquelles nous nous sommes efforcé de remédier en proposant, dans le cinquième chapitre, une contribution à une théorie sociologique de la notion de grammaire. Nous définissons cette dernière comme *un ensemble de représentations, de valeurs et de règles pour l'action, portées par un groupe social donné et circonscrivant l'unité de ce groupe*. Nous appliquons ensuite ce concept au cas des Désobéisseurs, afin de modéliser les règles qui informent les pratiques et les discours des membres de cette organisation.

La *grammaire désobéissante* portée par les Désobéisseurs édicte la non-violence comme règle centrale. Cette règle signifie notamment que l'organisation militante doit fonctionner sur un mode égalitaire, horizontal et autogestionnaire. Une observation participante de dix-huit mois complétée par une quinzaine d'entretiens semi-directifs et une étude d'archives ont permis d'analyser les relations sociales *internes* à cette organisation. Ces relations sont fortement asymétriques dans la mesure où elles se caractérisent par la domination du leader sur le reste du groupe et par la domination des militants sur les militantes. L'outillage théorique bourdieusien et celui de la sociologie des rapports sociaux aident à décrire au plus près ces rapports de domination.

Cette enquête apporte une réponse circonstanciée à la problématique suivante : comment l'espace militant reconfigure-t-il les rapports de domination caractéristiques de la société contemporaine? Nous analysons *ce que la domination masculine fait au militantisme* et, en retour, *ce que le militantisme fait à la domination masculine*. Cette dernière se double d'une autre asymétrie de pouvoir traversant cette organisation. Le sixième chapitre distingue les figures du leader, du dirigeant et du chef. Il montre que, dans le cas des Désobéisseurs, un individu occupe seul ces trois positions. Dans ces conditions, il est pertinent de parler de *domination du leader* sur le reste du groupe et d'analyser les quatre principaux foyers de cette domination : inégale dotation en capitaux, médiatisation du militantisme, mythe de l'horizontalité et atomisation du groupe.

Nous nous sommes attaché, dans le septième chapitre, à rendre compte des microrésistances qui mettent à mal la domination masculine et la domination du leader. Nous avons aussi montré que, grâce à l'acquisition progressive d'espaces et de moments collectifs, l'organisation des Désobéisseurs est passée de l'état de groupe atomisé-fragmenté à celui de collectif unifié-intégré. Le fait que cette *unification* soit concomitante d'une *démocratisation* du fonctionnement interne de l'organisation signale que le *collectif* (qu'il faut donc distinguer du *groupe*) est doté d'un potentiel de subversion. Il facilite les critiques de la domination en rendant les résistances des dominés plus radicales, plus coordonnées, plus réflexives et plus visibles qu'auparavant. Les microrésistances individuelles et souterraines se transforment sous l'effet subversif du collectif.

En combinant l'analyse des rapports de domination à celle des capacités critiques des dominés et en intégrant à cette analyse une modélisation grammaticale du discours des acteurs, nous avons voulu satisfaire aux exigences d'une sociologie *critique, pragmatique et compréhensive*, sans nous limiter à l'une de ces trois approches.

En repartant des acquis de cette sociologie de l'action non-violente et de l'histoire des idées menée dans la première partie, la troisième et dernière partie de la thèse esquisse les linéaments d'une philosophie politique démocratique de la désobéissance civile. Le huitième chapitre élabore une réflexion épistémologique destinée à articuler sociologie et philosophie tout en respectant leur autonomie respective. Cette démarche pluridisciplinaire s'avère fortement heuristique puisqu'elle confère à la sociologie un gain de clarté conceptuelle et, réciproquement, l'enquête sociologique apporte de précieux éclairages empiriques à la question philosophique des rapports entre violence et politique. Sur la base des huit premiers chapitres de la thèse, les deux derniers formulent une

philosophie de la désobéissance civile, qui interroge à la racine les conceptions classiques de la démocratie et de la politique. Au lieu de penser la désobéissance civile à partir des catégories philosophiques héritées, il s'agit de reconfigurer notre compréhension de la chose politique à l'aune de ce que nous apprend la désobéissance civile.

Dans le neuvième chapitre, la conception de la désobéissance comme extra-légalité (plutôt que comme illégalité) jette un éclairage inédit sur le rapport qu'une société démocratique entretient avec ses institutions. Une telle société s'efforce de tenir ensemble ces deux affirmations : aucune société ne saurait exister sans institutions, mais toute institution est en droit contestable. Autrement dit : nécessité d'institutions mais contingence de toute institution particulière. Cette double exigence équivaut à un double refus. D'abord, la démocratie n'est pas identifiable à un assemblage institutionnel définitivement figé. La démocratie n'existe qu'en se renouvelant, dans un mouvement d'autodépassement. Cependant, la démocratie n'est pas non plus une frénésie destructrice qui abolirait immédiatement tout germe d'institutionnalisation. Elle se donne provisoirement des institutions, car elle ne peut exister qu'avec un minimum de stabilité et de durée. La démocratie est donc prisonnière d'une tension irréductible et féconde entre sa dimension instituante et sa dimension instituée.

Cette tension entre instituant et institué signale la place essentielle que les conflits occupent dans la vie politique. La conception de la « non-violence comme *civilité* » (plutôt que comme pacifisme) éclaire sous un jour nouveau les rapports entre conflictualité et politique. Elle fait signe vers une politique de la civilité qui n'est ni réductible au modèle de paix ni assimilable à celui de la guerre.

Comme le montre le dixième et dernier chapitre, les philosophies pacifiste et belliciste manquent toutes deux la spécificité de la politique. Par rapport à ces deux approches, l'originalité de la philosophie politique que nous mettons en œuvre est de briser l'équivalence entre conflit et violence, en exhibant l'existence de formes de conflit spécifiquement non-violentes, telles que les actions de désobéissance civile. Ainsi comprise, la politique partage avec la paix son refus de la violence, mais pas son refus de l'affrontement. Et la politique partage avec la guerre son refus de la concorde, mais pas sa célébration de la violence. En résumé, la désobéissance civile nous enseigne que *la politique est plus conflictuelle que la paix mais moins violente que la guerre*.

Par conséquent, les sujets politiques se tiennent à l'écart d'un double écueil : la volonté d'anéantir autrui, qui correspond à l'attitude guerrière, et la volonté de fusionner avec autrui, qui correspond à l'attitude pacifiste. Pour un citoyen, autrui n'est pas un ennemi à abattre mais un adversaire à combattre, et autrui n'est pas un partenaire avec qui communier mais un ami avec qui communiquer. La politique n'est ni assimilable à la guerre ni davantage à la paix. Elle se loge dans une relation d'adverse amicalité, dont la désobéissance civile constitue une manifestation exemplaire.

Au terme de notre travail, il apparaît que l'histoire des idées, la sociologie et la philosophie sont non seulement compatibles, mais qu'elles sont surtout complémentaires, dans la mesure où les enseignements de l'une rejaillissent sur les deux autres. En examinant attentivement les œuvres de Gandhi et King, l'histoire des idées donne une profondeur historique à la réflexion. Elle éclaire le *passé* de la désobéissance civile. En se basant sur une observation participante au sein d'une organisation militante, la sociologie apporte pour sa part de nombreuses indications quant au fonctionnement actuel de la désobéissance civile. Elle éclaire le *présent* de ce type d'actions. Enfin, la philosophie prolonge le mouvement historique et sociologique, non pour dire ce que la désobéissance civile *sera* (prédiction aussi absurde qu'impossible), mais pour réfléchir à ce qu'elle *pourrait être* et à ce vers quoi elle *tend*.

Ce que la désobéissance civile était, est, pourrait être et appelle sont différentes dimensions de l'*être* de la désobéissance civile. Toutes les prendre en considération était un défi central de cette thèse. Mais il fallait réserver à chacune de ces dimensions un traitement approprié. L'histoire des idées s'est vue confier la tâche de remonter aux sources de la désobéissance civile. La sociologie a eu pour mission d'en étudier les manifestations contemporaines. La philosophie a eu pour visée d'en élucider les potentialités politiques.